

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 juillet 2021

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Caroline BAUMERT, Jean-Michel CROMER, Raphaël EDEL, Joseph EHRHART, Élodie HESTIN, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Valérie HIRTZ

Procurations : Valérie HIRTZ à Joanne ALBRECHT

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, M. Norbert RIESTER comme secrétaire de séance.

M. le Maire informe les membres de l'ajout d'un point à l'ordre du jour de la présente séance, suite à la réception le 15/07/21, d'un chèque de remboursement de sinistre de Groupama

7 – Acceptation d'un remboursement de sinistre

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 JUIN 2021

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

DEMANDE DE NUMÉROTATION

- Vu le courriel reçu de M. et Mme Jean-Luc UTZ demandant l'attribution de numéros de voirie pour leur propriété sise 38 Quartier Central à STOTZHEIM, comprenant leur maison d'habitation ainsi deux autres logements,
 M. et Mme UTZ sollicite un numéro de voirie au chemin Binnweg pour leur maison d'habitation et des attributions de lettres pour les deux autres logements.
- Considérant que le chemin Binnweg est un chemin d'exploitation appartenant à l'Association Foncière de Stotzheim,
- Considérant que ce chemin n'est pas une voie communale et n'est pas propriété du domaine public de la Commune,
- Considérant par conséquent qu'un numéro de voirie ne peut être attribué sur ce chemin,
- Vu l'implantation des bâtiments des terrains de M. et Mme Jean-Luc UTZ, cadastrés section 45 parcelle 194, de 38,26 ares et section 4 parcelle 8 de 12,66 ares,
- Considérant que la numérotation des maisons constitue une mesure de Police Générale que le Maire peut prescrire en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article L. 131-2 du Code des Communes,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'attribuer les numéros 38 et 38 A aux logements situés sur la parcelle cadastrée section 4 n°8 de 12,66 ares,
- DÉCIDE d'attribuer le numéro 38 B au logement situé sur la parcelle cadastrée section 45 n°194 de 38,26 ares,
- DIT que la nouvelle numérotation prendra effet à la date de la présente délibération,
- CHARGE le Maire d'informer les différentes administrations de ce changement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

CRÉATION D'UN EMPLOI D'ATSEM PRINCIPAL DE 1^{ÈRE} CLASSE

- Vu le tableau des effectifs,
- Vu le tableau des propositions d'avancements de grade pour l'année 2021,
- Vu la situation administrative d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 2ème classe, à temps non complet, qui, en considération de son ancienneté, peut prétendre à un avancement au grade d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 1ère classe,
- Considérant que pour permettre la nomination de cet agent au sein de la Commune de Stotzheim, un emploi doit être créé au grade d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 1ère classe à temps non complet et que le poste d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 2ème classe à temps non complet doit par conséquent être supprimé,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE la création d'un emploi permanent d'ATSEM Principal de 1ère classe à temps non complet, à raison de 31,7/35èmes à compter du 1^{er} août 2021, pour les fonctions d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles (ATSEM),
- PRÉCISE que le nouveau coefficient d'emploi de ce poste d'Agent Spécialisé des Écoles Maternelles (ASTEM) Principal de 1ère classe sera de 32,30 / 35èmes, à compter du 1^{er} septembre 2021, suite à la délibération du 10 juin 2021,
- DÉCIDE de supprimer un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 2ème classe, à temps non complet, 31,7/35e,
- DIT que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2021 et au Budget Primitif 2022, chapitre 012.
- CHARGE le Maire de procéder aux formalités nécessaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

INDEMNITÉ HORAIRE DE TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES : MISE À JOUR DES CADRES D'EMPLOI

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 88 et 111,
- Vu le décret n° 91-875 du 6 Septembre 1991 modifié portant application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- Vu la délibération en date du 3 décembre 2001 adoptant l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail au sein de la collectivité,
- Vu la délibération du 5 décembre 2005 instituant le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.) à compter du 1er janvier 2006 pour les agents à temps complet (35/35e),

- Entendu M. le Maire qui explique que les cadres d'emplois concernés doivent être mis à jour compte tenu de la sollicitation d'heures supplémentaires pour les agents du service technique,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'instituer le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.) pour les agents à temps complet (35/35e), pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires de catégorie C et ceux de catégorie B relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Techniciens territoriaux,
 - Adjointes techniques territoriaux.
- RAPPELLE que les cadres d'emplois de la délibération du 5 décembre 2005 restent concernés par le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- DÉCIDE d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires au budget de la collectivité et charge le Maire de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des conditions de versement arrêtées par la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES DE DÉCHETS – FIXATION D'UN TARIF DE REDEVANCE POUR L'ENLÈVEMENT, L'ÉLIMINATION ET LE NETTOYAGE DU SITE

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire,
- Vu le décret n°2020-1573 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-2, L.2212-1, L.2212-2, L.2121-29, L.2223-15, L.2331-4 et L.251-12,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu le Code Pénal à titre subsidiaire,
- Considérant la nécessité d'agir contre les dépôts illégaux de déchets, plus communément appelés « dépôts sauvages », constatés régulièrement au niveau du territoire de Stotzheim et constituent à la fois une incivilité caractérisée et une atteinte à l'environnement grave et permanente,
- Considérant les nombreux moyens existants sur le territoire à destination des particuliers et entreprises pour faciliter la gestion de leurs déchets ainsi que les diverses campagnes de sensibilisation et de pédagogie au niveau communal et intercommunal de même que les initiatives citoyennes (oschterputz, publications et bulletins municipaux...), qui sont comme autant de moyens de lutter contre ce phénomène,
- Considérant qu'il convient de prendre des mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publique et, dans ce cadre, d'assurer l'élimination des dépôts sauvages aux frais des responsables et, en cas de danger grave et imminent, d'ordonner la réalisation de travaux exigés par les circonstances,
- Considérant que l'enlèvement, l'élimination de ces dépôts illicites et le nettoyage des lieux ont un coût pour la collectivité,
- Considérant la nécessité de disposer d'outils plus stricts et dissuasifs à l'encontre de ceux qui polluent délibérément l'environnement et l'espace public,
- Considérant que l'Assemblée délibérante est souveraine pour procéder à l'adoption et au réajustement des droits et tarifs des services publics locaux,
- Entendu les explications de M. le Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'instaurer, à compter du 1^{er} août 2021, une redevance forfaitaire due par l'auteur de tout abandon illégal, sur la commune, de déchets, de quelle que nature que ce soit, au titre de l'enlèvement et l'élimination desdits déchets dont il est responsable ainsi que le nettoyage du site, s'il n'a pas procédé lui-même à ces opérations,
- FIXE le montant de cette redevance selon le détail suivant :
 - Application d'un forfait de 1 000 € pour chaque dépôt,
 - En complément du forfait ci-dessus, si les opérations d'enlèvement du dépôt, d'élimination des déchets et de nettoyage du site entraînent une dépense supérieure audit montant forfaitaire, la facture sera établie sur la base d'un décompte des frais réels,
 - Refacturation en sus des coûts complémentaires liés à l'enlèvement des déchets nécessitant un traitement spécial (hydrocarbures, peinture, matériel informatique...),
- DIT que cette redevance, dont la recette sera imputée sur le budget communal, sera mise en charge du contrevenant selon la procédure de l'état exécutoire, avec recouvrement par le Trésor Public ; le contrevenant sera averti par courrier du montant dû puis recevra un titre de recette,
- AUTORISE le Maire à engager toute démarche et signer tout document tendant à la concrétisation de l'ensemble du dispositif préconisé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1^{ER} JANVIER 2022

En application de l'article 106 III de la loi 2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales peuvent par délibération de l'assemblée délibérante choisir d'adopter les règles budgétaires et comptables M57

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée et la plus complète résulte d'une concertation entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux,

La M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités au 1^{er} janvier 2024

- Vu le référentiel comptable M57
- Vu l'avis favorable du comptable en date du 17 juin 2021,
- Entendu le rapport de présentation du Maire,
- Après avoir entendu le rapport de présentation du Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2022 en lieu et place de la nomenclature M14 actuellement appliquée par la commune de Stotzheim,
- AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

ACHAT ENVELOPPES TIMBRÉES PERSONNALISÉES ET RÉGULARISATION RÉGIE ENVELOPPES TIMBRÉES PERSONNALISÉES

- Vu la délibération du 6 novembre 2006 créant la régie de recettes pour la vente d'enveloppes timbrées personnalisées et fixant les tarifs de vente des enveloppes timbrées personnalisées,
- Considérant qu'il n'y a plus de stocks,
- Entendu M. le Maire qui fait part au Conseil de l'utilisation de 15 enveloppes timbrées personnalisées au tarif prioritaire pour l'envoi des catalogues de vente de bois au particulier, suite à la vente de bois du 18 février dernier,

- Considérant qu'il est nécessaire de régulariser la régie et de réattribuer les 15 enveloppes à la régie, du stock de la mairie,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de faire l'acquisition de 1 000 enveloppes personnalisées timbrées à La Poste d'Obernai, pour l'utilisation des envois de la Commune :
 - 500 enveloppes au tarif prioritaire,
 - 500 enveloppes au tarif lettre verte,
- DÉCIDE d'attribuer 15 enveloppes personnalisées timbrées au tarif prioritaire à la régie de recettes « enveloppes timbrées personnalisées », pour régulariser les enveloppes prises pour l'envoi des catalogues de vente de bois au particulier,
- AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

ACCEPTATION D'UN REMBOURSEMENT DE SINISTRE

- Vu le sinistre du 26/10/2018 de dégâts des eaux du logement communal sis 34 Haut-Village,
- Vu la délibération du 8 avril 2019 d'acceptation du remboursement de sinistre versé par Groupama Grand Est du 19/03/2019 et indiquant du recours auprès de Groupama Grand Est pour demander remboursement des frais engagés par la Commune concernant le remboursement des dégradations complémentaires sur les éléments bois constituant la structure du plancher, ces éléments ayant subi un dommage dû à la fuite d'eau,
- Vu la proposition de dédommagement d'un montant de 12 000,00 € de Groupama Grand Est, du 18/06/2021,
- Considérant que ni les dépenses ni les recettes induites par cet accident n'ont été prévues au budget primitif 2021,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE pour solde de tout compte la somme de 12 000,00 € versée par Groupama Grand Est pour le remboursement du sinistre du 26/10/2018 de dégâts des eaux du logement communal sis 34 Haut-Village, pour les dégradations complémentaires sur les éléments bois constituant la structure du plancher, ces éléments ayant subi un dommage dû à la fuite d'eau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

DIVERS ET COMMUNICATION

Divers :

8.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil de la Déclaration d'Intention d'Aliéner transmise à la Communauté des Communes du Pays de Barr :

- DIA reçue par Me GROSS-GAESSLER, notaire à BARR, dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 4 parcelles 115/59 de 2,24 ares, appartement de 150,15 m², sis 26 rue de Benfeld, appartenant à M. VONVILLE et Mme PREVOST.
- DIA reçue par Me FEURER, notaire à OBERNAI dans le cadre de la vente d'un immeuble non bâti, cadastré section 2 parcelles 9, 10 et 11 de 29,41 ares, sis 7 Haut-Village appartenant aux conjoints HUCHELMANN – LANDMANN et REIBEL.
- DIA reçue par Me SIEGENDALER, notaire à BARR dans le cadre de la vente d'un immeuble non bâti, cadastré section 51 parcelles 591/37 et 593/37 (propriétaires des 1263/5000èmes indivis) de

7,89 ares, sis 1 chemin Woelfli appartenant Mme SCHWOERER Fanny et Mme SCHWOERER Laura.

- DIA reçue par Me ALBRECHT, notaire à JEBSHEIM dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 6 parcelles 12 et 11 de 10,57 ares, sis 20 rue des Roses, appartenant à la famille HOFFMANN/WALTZ/LERBS/WURTZ.
- DIA reçue par Me POLIFKE, notaire à BARR dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, d'un atelier de 34,40 m², cadastré section 4 parcelle 117/59 de 3,92 ares, appartenant à M. INAN et Mme GUNACAR.
- DIA reçue par Me POLIFKE, notaire à BARR dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, appartement de 90,20 m², une cave et un parking, cadastré section 4 parcelle 117/59 et 116/59 (1/3^e) de 3,92 ares, appartenant à M. INAN et Mme GUNACAR.
- DIA reçue par Me LEHN DE DAMAS, notaire à MOLSHEIM dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, d'un local de 19,70 m², cadastré section 4 parcelle 117/59 de 3,92 ares, appartenant à M. Eyüp INAN.

8.2. Comptes rendus des commissions communales

Commission Réunies : les membres se sont réunis le 6 juillet 2021 avec M. BAYER du CAUE du Bas-Rhin concernant l'avenir de la ferme Goepp. M. BAYER travaille sur le nouveau projet suite à la réunion et aux demandes émises. Ce nouveau projet sera présenté en septembre.

Commission École-Jeunesse : les membres se sont réunis le 24 juin 2021.

Mme Dominique LEHMANN, responsable de la Commission, fait le compte rendu de la réunion.

Lors de la réunion, la demande émise par les écoles concernant l'installation de capteurs d'airs a été étudiée. A ce jour, un diagnostic est obligatoire mais l'installation de capteurs n'est pas encore soumise à cette obligation. Des mesures seront effectuées par le service technique pour effectuer le diagnostic.

Pour information, et selon une plaquette d'informations reçue, le coût d'un capteur de CO2 varie entre de 97 € à 275 €.

Les membres ont également discuté du service périscolaire pour la rentrée 2021. Si le protocole actuel reste en place et que la situation sanitaire ne s'améliore pas, la Commune devra à nouveau trouver une solution pour les locaux du périscolaire. Le retour à la salle des fêtes serait à envisager. M. Norbert RIESTER, 1^{er} Adjoint, informe qu'il se charge de prendre contact avec Mme DELAPLACE, Cheffe de service Enfance Jeunesse, de la Communauté des Communes du Pays de Barr, et dans un second temps avec le Président de l'ACASL.

L'augmentation des effectifs est discutée. En 2018, la Commune avait sollicité à la Communauté des Communes que le nombre d'enfants accueillis soit limité à 40. Or, à ce jour, l'effectif est de 50 enfants inscrits. La Commune ne pourra pas mettre plus de locaux à disposition que ceux déjà affectés. M. le Maire informe les membres que l'effectif de 50 enfants est fixé pendant 3 ans et ne sera pas augmenté et précise que l'effectif est réparti sur la semaine, le nombre est inférieur à 50 enfants par jour.

M. RIESTER, 1^{er} Adjoint, informe qu'il est nécessaire d'avoir un accord de la Communauté des Communes avant de discuter de la location avec le Président de l'ACASL.

Les membres ont discuté de la proposition de Mme GOERINGER, ancien membre du Conseil, concernant l'installation de cigognes devant la mairie pour annoncer les naissances, comme le fait la Commune de Matzenheim. M. BURG Dominique sera sollicité pour le dessin et la peinture à réaliser. M. Joseph EHRHART, membre du Conseil, se chargera de la découpe.

Les membres ont discuté de la mise en place d'un conseil municipal des jeunes, au programme de la liste « Tous unis pour demain ». Les membres de la Commission sont chargés de voir ce point en septembre avec les enseignantes.

Mme Dominique LEHMANN fait part de la demande reçue du Lycée Agricole d'Obernai qui souhaiterait réaliser un projet autour de la rivière à Stotzheim. Les membres de la Commission sont

prêts à coordonner le projet. Les lycées devront dans un premier temps présenter le projet qu'il souhaite retenir.

Les membres ont également évoqué l'organisation de la cérémonie aux nouveaux arrivants. Cependant, vu le contexte actuel, cette cérémonie ne pourra pas être organisée. Dès que la situation sanitaire le permettra, cette manifestation sera remise à l'ordre du jour.

8.3. Compte rendu de l'Assemblée Générale de l'Association Fleurs de Stotzheim

M. Norbert RIESTER, 1^{er} Adjoint, fait le compte rendu de l'Assemblée Générale de l'Association Fleurs de Stotzheim qui a eu lieu le 11 juin 2021 à la mairie. Lors de l'AG, Mme Jaegli a informé démissionner de son rôle de Président mais également en tant que membre de l'Association Fleurs de Stotzheim. Mme Welterlin a informé démissionner de son rôle de secrétaire mais restera membre de l'Association. Deux autres membres ont également démissionné. Lors de l'Assemblée, aucun membre n'a souhaité candidater au poste de Président. M. RIESTER, 1^{er} Adjoint, demande aux membres quelles actions pourraient mener la Commune pour aider l'association à exister. Mme Caroline BAUMERT, membre du Conseil, informe que l'Association peut continuer d'exister sans Président et sans activité sans pour autant être dissoute. Mme Céline MASTRONARDI, membre du Conseil et Vice-Présidente de l'Association Fleurs de Stotzheim, informe qu'à ce jour, elle reste Vice-Présidente et se renseignera à ce sujet.

8.4. Travaux chaufferie communale

M. le Maire présente aux membres un devis qu'il a sollicité de la société Cheminées Goerg à Andolsheim, pour l'installation d'une trappe d'accès à la chaufferie communale. La mise en place d'une trappe est nécessaire pour donner l'accès au ramoneur pour l'entretien annuel. M. le Maire informe qu'il a sollicité un devis auprès d'une autre entreprise pour ces travaux.

8.5. Motion de soutien aux Communes forestières en France

M. le Maire présente aux membres la motion de soutien transmise par la Fédération Nationale des Communes Forestières. Après en avoir pris connaissance, les membres donnent leur accord pour prendre la motion.

MOTION DE SOUTIEN AUX COMMUNES FORESTIÈRES EN FRANCE

- CONSIDÉRANT :

- Les décisions inacceptables du Gouvernement d'augmenter une nouvelle fois la contribution des Communes forestières au financement de l'Office National des Forêts, à hauteur de 7,5 M€ en 2023 puis de 10 M€ par an en 2024-2025,
- Les impacts considérables sur les budgets des communes et des collectivités qui vont devoir rechercher des ressources nouvelles auprès de leurs citoyens,
- Le risque de dégradation du service public forestier dans les territoires en raison du projet de suppression de 500 emplois prévu dans le futur Contrat Etat-ONF,

- CONSIDÉRANT :

- L'engagement et la solidarité sans cesse renouvelés des Communes forestières au service des filières économiques de la forêt et du bois, en période de crises notamment sanitaires,
- L'impact très grave de ces crises sanitaires sur les budgets des communes déjà exsangues, - Les incidences sérieuses sur l'approvisionnement des entreprises de la filière bois et des emplois induits de ce secteur,
- Les déclarations et garanties de l'Etat reconnaissant la filière forêt-bois comme atout majeur pour l'avenir des territoires, la transition écologique et énergétique, ainsi que la lutte contre le changement climatique,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

▪ EXIGE :

- Le retrait immédiat de la contribution complémentaire des Communes forestières,
- La révision complète du Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF.

▪ DEMANDE :

- Une vraie ambition politique de l'Etat pour les forêts françaises,

- Un maillage territorial efficient des personnels de l'ONF face aux enjeux auxquels la forêt doit faire face.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

8.6. Offre isolation bâtiment chaufferie et sous-sol 32 route Romaine

M. le Maire présente aux membres l'offre reçue de France Solar pour l'isolation du bâtiment de la chaufferie et le sous-sol du bâtiment sis 32 route Romaine. L'offre isolation à 1€ est à présent ouvert aux collectivités territoriales. Après discussions, les membres décident de ne pas donner suite à l'offre reçue ou aux propositions futures à ce sujet.

8.7. Demande d'installation climatisation local pizzeria

M. le Maire présente aux membres la demande reçue de M. MIDON, gérant de la pizzeria LEO'S PIZZA, sise 34 route Romaine, pour l'installation d'une climatisation dans le local. M. le Maire présente aux membres les photos envoyées par M. MIDON de la climatisation voulue. La mise en place de la climatisation nécessiterait une déclaration préalable de travaux. De plus, le bloc extérieur serait mis dans le passage de l'école. Compte tenu de ces informations, les membres décident de ne pas accorder une suite favorable à cette demande. Les membres invitent M. Midon à trouver une solution de climatisation portative ou autre ventilation. Les membres chargent le Maire d'informer le locataire.

8.8. Location garage 34 route Romaine

M. le Maire présente aux membres la demande reçue de M. MIDON, gérant de la pizzeria LEO'S PIZZA, sise 34 route Romaine, pour la location du garage sis 34 route Romaine. A ce jour, le garage n'est pas loué. Le bail établi avec le cabinet infirmier ne comprend pas la location de ce garage. M. MIDON a sollicité le Maire à ce sujet et après discussions, il a été proposé de le louer à 40 € mensuel. La location serait effective à compter du 1^{er} août 2021. Les membres donnent leur accord et charge le Maire d'effectuer les formalités nécessaires pour la mise en place du bail pour la location du garage.

8.9. Permis de démolir 35 Haut-Village – avis ABF

M. le Maire présente aux membres l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France pour la démolition de la propriété sise 35 Haut-Village à Stotzheim pour la création d'un parking communal. Suite au 1^{er} avis reçu, M. le Maire a transmis des photographies prises du château d'Andlau concernant la visibilité et a transmis une note informant de la vétusté du bâtiment en expliquant notamment la prise d'un arrêté de péril imminent en 2007. Malgré les pièces transmises par M. le Maire, les ABF sollicite de la Commune une proposition de cicatrization du bâti. M. le Maire informe les membres qu'il prendra contact avec la Sous-Préfecture de Sélestat à ce sujet.

8.10. Bois à l'atelier communal

M. Norbert RIESTER, 1^{er} Adjoint, demande aux membres leur avis sur du bois entreposé à l'atelier communal et propose de l'offrir. Il s'agit d'environ 4 stères de différentes essences. M. Joseph EHRHART, membre du Conseil, a également vu le bois entreposé. Celui ne peut être proposé à la vente comme des lots de bois de chauffage. Après discussions, il est décidé de mettre l'information dans le prochain bulletin municipal.

8.11. Organisation vide-grenier ferme Goepp

M. Norbert RIESTER, 1^{er} Adjoint, propose d'organiser un vide-grenier pour le mobilier entreposé à la ferme Goepp. Il sera nécessaire de faire un tri et répertorier ce qui pourrait être proposé à la vente. Mme Anne DIETRICH, 2^{ème} adjointe, propose aux membres de réaliser ce tri pendant les vacances. Elle se charge d'organiser avec les membres disponibles des rendez-vous sur place.

8.12. Rapports annuels et Compte rendu d'activités 2020

M. le Maire présente aux membres du Conseil le rapport d'activités 2020 reçus :

- Compte rendu d'activités de concession 2020 Enedis
- Rapport annuel 2020 sur la qualité et le prix du service public assainissement,
- Rapport annuel 2020 sur la qualité et le prix du service public d'eau potable,
- Compte rendu d'activités de concession 2020 Gaz de Barr,

- Rapport d'activité 2020 de l'AGF du Bas-Rhin,
- Rapport d'activité 2020 d'Alsace Habitat,
- Rapport d'activité 2020 de la Mission Locale de Sélestat et environs,
- Rapport annuel 2020 du SMICTOM Alsace Centrale,
- Rapport d'activités 2020 du Syndicat Mixte pour l'entretien des cours d'eau Bassin de l'Ehn-Andlau-Scheer.

Le Conseil prend acte des rapports et compte rendu 2020 présentés.

8.13. Départ retraite agent communal

La cérémonie pour le départ en retraite de M. BURG aura lieu le vendredi 30 juillet à 18h à la mairie.

Les collègues, anciens collègues et sa famille, ainsi que les membres du Conseil ont été conviés.

Cependant, la majorité des membres du Conseil ne pourra pas être présent. Le Maire et les Adjointes seront présents ainsi que deux autres membres du Conseil.

A cette occasion, M. le Maire lui remettra la médaille d'Argent pour les 20 ans de service effectué à la mairie.

- Mme Anne DIETRICH, 2^{ème} Adjointe, informe les membres de l'installation de la fibre à la bibliothèque début de la semaine.
- M. le Maire présente aux membres le courrier du Président de l'Étoile Sportive de Stotzheim concernant l'état du terrain d'entraînement. Les membres prennent acte du courrier reçu. Le dossier est en cours d'étude et des devis ont été sollicités par le Maire. Les membres chargent le Maire d'en informer le Président. M. le Maire informe également avoir déjà pris contact avec la Collectivité Européenne d'Alsace pour savoir si des subventions seraient possible pour la remise en état du terrain. Mais à ce jour, les projets éligibles à une aide ne sont pas définis.
- M. le Maire présente aux membres la proposition reçue de l'ATIP concernant la mission d'accompagnement dans le cadre des problèmes de stationnement et circulation dans le village. Ce point sera mis à l'ordre du jour du prochain conseil municipal.
- M. le Maire présente aux membres les devis reçus de la Société Alsacienne des Paratonnerres pour l'église et l'école maternelle. Le devis de l'église s'élève à 3 302 € HT pour la mise aux normes de la protection contre la foudre et le devis de l'école maternelle s'élève à 2060 € HT pour la même mise aux normes. Ces travaux sont nécessaires et seront validés par le Maire.
- M. le Maire présente aux membres le premier devis reçu de l'entreprise FREY pour la mise en place d'une rampe à l'escalier extérieur de l'église. Un autre devis a été sollicité auprès de l'entreprise BOEHRER qui a effectué la rampe de la bibliothèque. Une demande de travaux devra être déposée. Les devis seront présentés lors du prochain conseil.
- M. le Maire présente aux membres le devis sollicité pour le remplacement du comptage de l'urne défaillante. Une urne ayant été achetée cette année, les membres décident de ne pas donner suite à l'offre reçue. La Commune n'a pour le moment pas besoin d'une seconde urne pour les élections.
- M. le Maire présente aux membres la photographie des supports de vidéoprojecteurs présents dans les classes de l'école. En effet, suite à la demande des écoles reçues et présentées lors du dernier conseil, M. le Maire informe avoir pris contact avec l'entreprise ECS RESADIA pour solliciter un devis pour les mêmes supports. Il informe également que les vidéoprojecteurs des écoles pourraient ne pas être compatibles avec les supports proposés et qu'il serait à envisager d'acquérir des nouveaux vidéoprojecteurs compatibles pour effectuer les supports sollicités. Ce point sera rediscuté au prochain conseil.
- M. le Maire présente aux membres la demande reçue pour l'accueil du Repair Café le 3^{ème} samedi du mois de novembre. Les membres donnent leur accord si la situation sanitaire le permet.

- M. le Maire informe les membres de l'ouverture de la campagne DETR / DSIL pour l'année 2022. Les dossiers de demande de subvention sont à déposer au plus tard le 31/01/2022. Ce point sera étudié pour savoir si les projets de la Commune sont éligibles.
- M. le Maire présente aux membres le courriel reçu de la Communauté des Communes du Pays de Barr concernant un projet de faire circuler un « bar-bistrot truck » sur le Territoire du Pays de Barr reçu de M. Nicaud. Après discussions, 7 membres du conseil sont favorables à solliciter plus de renseignements à ce sujet. M. le Maire est chargé de se renseigner.
- M. le Maire présente aux membres les photographies du bâtiment 8 Quartier Central et demande leur avis concernant l'inscription « ECOLE DES FILLES ». Après discussions, il est décidé de garder l'inscription « ECOLE » après le ravalement de façades qui sera réaliser cet été.
- M. le Maire informe les membres que le portail en bois, du passage de l'école sis 8 Quartier Central, sera supprimé.
- Mme Caroline BAUMERT, membre du Conseil, demande si les deux espaces verts rue de Benfeld peuvent être désherber. M. le Maire et M. RIESTER, 1^{er} Adjoint, informent que les travaux sont déjà programmés.
- M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, informe que les fils électriques du mât du terrain de pétanque sont à nu. De plus, le bouton presseoir ne fonctionne plus. M. le Maire se charge de faire le nécessaire.

La séance est levée à 22 h 20

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 2 août 2021
Extrait certifié conforme,
Le Maire***